

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727

N°1107 du 18 février 2012

Hebdomadaire 1,50 €



## SOMMAIRE DU N°1107

**EDITORIAL** : Changement de discours ou de politique ? pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le keynésianisme a-t-il sauvé l'Amérique ? pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Les principes de base de Rick Santorum p. 4 - Les non dits de la crise grecque p. 5 - Le MEDEF entonne un air connu p. 5

**CHRONIQUE DES 100 JOURS** p. 6

**PORTRAIT** : Frédéric Nietzsche (1844-1900) p. 7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Changement de discours ou de politique ?

« Quand je vois tout ce qu'il reste à faire et que nous n'avons pas fait ... ». C'est le regret confessé par Nicolas Sarkozy en conclusion de l'interview qu'il a accordée au Figaro Magazine samedi dernier. C'est aussi à peu près en ces termes qu'il a répondu à Laurence Ferrari au cours de l'émission sur TF1 mercredi soir.

De fait, la réaction de tous ceux qui entendent le nouveau discours du Président, et notamment de ceux qui ont voté pour lui en 2007 est bien celle des espoirs déçus, d'un bilan en retrait par rapport aux promesses de rupture. Les 35 heures n'ont pas été supprimées, les impôts ont augmenté en nombre et en taux, l'échec scolaire et éducatif s'est

aggravé, déficits, dettes et chômage se sont dramatiquement alourdis. Le Président s'abrite derrière deux arguments : d'une part, il y a eu la crise (mais elle appelait précisément une vraie rupture et non une pause), d'autre part, aux dires du Président de vraies réformes ont été réalisées dans le domaine de l'université, des retraites, et des dépenses publiques. A mes yeux ces réformes sont illusoires.

**D**ans ces conditions, comment rendre au candidat une confiance qui a été trahie par le Président ?

Les crédules s'en tiendront au changement de discours. Il est apparent mais est-il si profond ?

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Changement de discours ou de politique ? (suite)

D'autres s'interrogeront sur la probabilité que le changement de discours se prolonge après avril prochain en changement de politique.

**L**e changement de discours sur certains sujets ne fait aucun doute. J'ai salué la semaine dernière comme il convenait le projet d'accords de compétitivité emplois (ACE). J'ai perçu cependant dans l'interview du FigMag une nuance bizarre : ces accords « primer[ont] sur le contrat de travail individuel ». J'ai dit tout le bien que je pensais d'une refonte du système d'indemnisation des chômeurs et de la nécessité de leur donner une formation. Mais je ne vois pas pourquoi la liste des métiers où réinsérer les chômeurs serait définie par un « comité national » : n'existe-t-il pas un marché du travail ? Et je répète qu'aider les chômeurs c'est bien, mais lutter contre le chômage en supprimant le SMIC, en réformant la Sécurité Sociale, et en soumettant les syndicats au droit commun c'est mieux. Le candidat désire « redonner la parole aux Français » et il souligne à juste titre la méfiance des citoyens à l'égard « des élites, des syndicats et des partis politiques » (grande tradition gaullienne). Il promet un premier referendum sur les chômeurs puis peut-être un second sur l'immigration. Mais ce dont on a besoin c'est plutôt d'une vraie démocratie directe, avec des referendums d'initiative populaire comme en Suisse et non pas des plébiscites (sans doute destinés à contourner un Sénat hostile).

Mais c'est surtout sur les questions sociétales que le discours a été le plus novateur. Le candidat refuse le mariage homosexuel et l'adoption qui irait de pair, et au passage il reconnaît

dans le mariage « une institution sociale essentielle ». Il écarte une nouvelle législation sur l'euthanasie « contraire à notre conception de la dignité de l'être humain ».

### *“ Novateur sur les questions sociétales ”*

Enfin, et non le moindre, il n'hésite pas à confirmer son discours du Latran où il mettait en avant les racines judéo-chrétiennes de la France : « une réalité historique qu'il serait absurde de nier ». Voilà sans doute de quoi séduire l'électorat catholique, assez hésitant à ce jour.

Je dois malheureusement explorer que sur d'autres sujets le discours n'ait pas changé. Le « modèle social français » est toujours la référence, et la question des retraites et de l'assurance maladie semble réglée une fois pour toutes. Le protectionnisme et la lutte contre les délocalisations sont toujours présentés comme des « boucliers ». Les banquiers ont abusé de la liberté de sorte qu'il faut réglementer leur activité - vieille lune socialiste. Enfin le périmètre de l'Etat n'est pas remis en cause, même si le nombre des fonctionnaires de l'administration centrale est appelé à diminuer. De la sorte, la baisse des dépenses publiques n'aura pas lieu d'être.

### *“ Comblant le vide de sa doctrine ”*

Après le discours, la politique. Peut-elle changer ?

Il faudrait tout d'abord ne pas tout ramener à la crise. Certes la Grèce et le sort de l'euro vont-ils occuper tous les dirigeants de l'Union à la fin du printemps, une fois l'élection passée.

Mais le futur Président ne doit pas perdre ses 100 jours comme il a perdu ses cinq ans.

Pour ce faire, il doit combler le vide de sa doctrine : croire aux bienfaits de la mondialisation, mettre fin au modèle social (monopoles de la Sécurité Sociale, fiscalité redistributive, logement social, statut de la fonction publique), réaliser des privatisations massives, libérer la concurrence scolaire.

**A**insi orienté vers le changement radical, vers la rupture promise et toujours attendue, le Président devra s'affranchir des forces et des hommes qui font régner la « tyrannie du statu quo », les syndicalistes, les groupes de pression, les conseillers, ministres et énarques qui lui inspirent aujourd'hui les quotidiennes mesures dirigistes et socialistes.

Mes propos vous paraîtront utopiques, et le changement politique hors de portée de tous les candidats actuels. Mais je suis sûr de deux choses : premièrement, sans changement de politique nous nous acheminons vers un scénario à la Grecque et deuxièmement, à ce jour le candidat Sarkozy a au moins tenté de changer le discours, même si le changement est parfois de pure apparence et à coup sûr de pure circonstance.

**Jacques Garello**

# LE KEYNESIANISME A-T-IL SAUVE L'AMERIQUE ?

Ni l'Amérique, ni la zone euro ne se porte bien. Mais une analyse des principaux résultats économiques montre que les Etats-Unis s'en sortent mieux que l'Europe : c'est clair pour le chômage et la croissance. Il n'en fallait pas plus pour que les « spécialistes » encensent la politique de relance d'Obama et de la FED, sur les plans budgétaire et monétaire. Autrement dit, le keynésianisme aurait sauvé l'Amérique. Rien n'est plus faux, car l'Europe a au moins autant relancé et les pays d'Europe qui s'en sortent le mieux sont...ceux qui ont le moins relancé. Il faut donc chercher des explications ailleurs.

## L'Amérique s'en sort mieux : vive Obama !

Comment se porte l'Amérique ? Plutôt mal, comme tous les pays développés, comme le Japon ou l'Europe. Mais moins mal que la vieille Europe et surtout que la zone euro. C'est le cas en matière de croissance. Celle-ci n'a cessé de progresser tout au long de l'année 2011 aux Etats-Unis : 0,4% au premier trimestre, 1,3% au second, 1,8% au troisième, 2,8% au quatrième. La zone euro devrait être à 1,5% pour l'ensemble de l'année 2011 et la France à 1,7%, mais avec un profil inverse : la production n'a fait que ralentir. Et les prévisions pour 2012 donnent le coup de grâce : le FMI prévoit 1,8% pour les Etats-Unis, contre un recul de 0,5% pour la zone euro, qui sera en récession.

Il n'en fallait pas plus pour qu'on vante la politique subtile du Président Obama et de Ben Bernanke, appliquant l'un et l'autre la vulgate keynésienne : quand l'économie va mal, il faut relancer par le budget (augmenter les dépenses publiques, faire exploser le déficit et la dette) et pratiquer une politique monétaire laxiste (taux d'intérêt quasi-nul et création massive de monnaie, y compris en rachetant de la dette publique). C'est ce qui a été fait, surtout depuis 2009.

En année électorale, cela tombe bien : les observateurs nous expliquent qu'Obama a sauvé l'Amérique et sera réélu face aux Républicains qui non seulement

se battent entre eux (c'est la logique des primaires) mais qui de plus n'auraient pas de compétence économique, demeurant attachés aux vieilles lunes classiques du genre : laissez faire les entrepreneurs, réduisez l'Etat, ses impôts et ses réglementations, maîtrisez l'émission de monnaie et autres principes qui passent pour des balivernes aux yeux de la société éclairée des Démocrates.

## Le keynésianisme a toujours échoué

Les Démocrates mettent toujours en avant le succès historique de Roosevelt et du New Deal. La vraie histoire est toute autre : le New Deal a aggravé la crise et l'Amérique s'est retrouvée en univers socialiste, avec une planification naissante, des banques nationalisées, un protectionnisme total. En fait, la guerre est passée par là et a constitué comme un rideau empêchant de voir la réalité des années trente. En sens inverse, les politiques libérales d'action sur l'offre et de baisse des impôts, visant à agir sur les incitations à produire et entreprendre, à travailler et à investir, aux Etats-Unis (Reagan en tête) et ailleurs, ont créé les conditions favorables à une croissance durable et soutenue.

**S**i l'on regarde la situation actuelle, expliquer la relative bonne santé de l'économie américaine par la relance keynésienne est irrationnel. Si c'était vrai, la zone euro serait championne du monde de la

croissance. La crise des dettes souveraines montre que c'est en Europe qu'on a le plus relancé, avec des déficits publics proportionnellement supérieurs à ceux des Etats-Unis. Au grand jeu keynésien de la relance, la Grèce, l'Espagne, l'Italie ou le Portugal devraient avoir une croissance à la chinoise ! Or, selon le FMI, il y aura récession dans tous ces pays, avec un recul de 2,2% en Italie et de 1,7% en Espagne en 2012. Comment les keynésiens peuvent-ils expliquer que le pays qui a le moins relancé en Europe, l'Allemagne, ait eu la meilleure croissance en 2011 ?

## Le chômage augmente avec les relances

On objectera que d'autres variables comptent, à commencer par le chômage. C'est vrai : par exemple le chômage recule aux Etats-Unis. Le taux y était de 9,7% en janvier 2010, de 9% en janvier 2011 et de 8,3% en janvier 2012. Le secteur privé a créé 257 000 emplois au cours du seul mois de janvier. Nouveau triomphe de la relance ? Nicolas Lecaussin a excellemment montré dans un article publié par l'IREF qu'il n'en était rien. D'abord, d'autres pays ont relancé tout autant, à commencer par la France, et le chômage ne cesse d'y progresser : nous voilà à 9,8%, chiffre le plus élevé depuis 2008, en dépit de quatre ans de relance. Mais que dire de l'Espagne, où le chômage a dépassé les 20% ?

## Le keynésianisme a-t-il sauvé l'Amérique ? (suite)

En Europe, le recul du chômage, quand il a lieu, n'a rien à voir avec l'intensité de la relance, mais avec l'intensité des réformes du marché du travail. C'est donc en Allemagne, au Danemark, aux Pays-Bas ou en Suède que le chômage est le plus bas. Le keynésianisme n'y est pour rien. Nicolas Lecaussin montre bien, en comparant les Etats-Unis et la France, deux grands pays rapprochés par les politiques keynésiennes, que la vraie différence, depuis des années, vient du fonctionnement du marché du travail et de la liberté d'entreprendre.

### La France victime de son modèle social

C'est donc bien du côté des différences structurelles que se font les écarts entre pays. Un pays dont le contexte institutionnel est libéral peut résister aux méfaits du keynésianisme. Aux Etats-

Unis, le taux d'activité est supérieur à celui de la France : les Américains travaillent plus, sans doute parce que sans travailler ils ne peuvent vivre correctement. En France, on rêve de partager le travail et de diminuer les heures hebdomadaires. En France, le taux de chômage des jeunes est le double de celui que l'on observe aux Etats-Unis (25 % au lieu de 16 %) parce que les barrières à l'entrée sur le marché du travail (SMIC, scolarité prolongée, faiblesse de l'apprentissage) sont plus importantes. La durée du chômage de longue durée est de 65 semaines en France et de 21 semaines aux USA : trois fois moins. Plus il est facile de licencier, plus les entreprises embauchent, ce qui réduit la durée du chômage, et plus il est dur de licencier, plus on hésite à embaucher dans une période incertaine.

Conclusion de Nicolas Lecaussin : l'économie française « est victime de son modèle social » et le

succès américain n'a rien à voir avec le keynésianisme. Il se fait en dépit des déficits et aurait été meilleur sans eux. « Les facteurs de la reprise sont toujours les mêmes » ajoute N. Lecaussin : « la totale flexibilité du marché du travail, et la volonté de travail et de promotion sociales de la population ». Chez nous, l'ascenseur social est bloqué par l'assistanat et un Etat providence à bout de souffle.

**S**i l'Allemagne s'en sort mieux que la France, c'est parce qu'elle a dix points de moins de dépenses publiques et qu'elle a courageusement réformé le marché du travail. Quant aux Etats-Unis, ils parviennent à digérer la crise économique parce que l'ère Reagan a laissé des traces profondes, qui ont permis de compenser les relances keynésiennes d'Obama.

**Jean Yves NAUDET**

Alors que Mitt Romney semblait se détacher irrésistiblement, les récentes victoires de Rick Santorum perturbent les primaires républicaines. Les deux candidats font volontiers référence à leurs convictions religieuses. Romney est mormon, Santorum catholique. Politiquement, Romney est plutôt au centre droit, et Santorum plus à droite, bien que ses relations avec les gens des Tea Parties ne soient pas bonnes – il les trouve trop « libertariens ».

C'est sur le plan de la morale chrétienne que Santorum séduit

ses auditoires. Il n'a pas de mots assez durs pour condamner l'homosexualité et l'avortement, qui sont, dit-il, contraires au droit naturel, c'est-à-dire aux règles qui permettent à l'être humain de garder toute sa dignité.

**D**ans un article paru au New York Times, Molly Worthen, professeur d'histoire religieuse à l'Université de Toronto, dénonce cependant les excès de la campagne de Santorum. Elle convient que Santorum a raison de se recommander du droit naturel car il est

dans la ligne des Pères Fondateurs Américains, de la philosophie thomiste et scolastique, maintes fois reprises par l'Eglise, notamment avec Léon XIII et plus récemment Jacques Maritain. Mais alors que le droit naturel fait une large place au dialogue et à la compréhension, Santorum ne veut pas discuter des principes de base. Cette intransigeance peut séduire beaucoup d'électeurs, mais elle interdit tout élargissement de sa base électorale, condamnant Santorum et peut-être avec lui le « Grand Vieux Parti » à l'échec.

## Les non dits de la crise grecque

*Derrière la crise financière, une guerre civile engagée par les communistes*

Athènes brûle-t-elle ? Les Européens n'y voient que la conséquence de la politique d'austérité imposée au peuple grec. Certains trouvent cette rigueur légitime : après des années de laisser-aller et de subventions massives de la part du budget européen, il serait temps que les Grecs modifient leurs comportements. D'autres reprochent à l'Europe de Bruxelles son laxisme passé et sa sévérité actuelle, allant jusqu'à reprocher aux Allemands de suspendre le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide (140 milliards d'euros) à l'engagement formel de réduire les déficits, le nombre de fonctionnaires, les pensions et les retraites. Enfin, tout le monde s'accorde sur la corruption de la classe politique et de l'administration. Quand 60 % de la popu-

lation vit de prébendes et de redistribution, peut-on reprocher aux 40 autres de voler le fisc ?

**P**ourtant ceux qui ont sous les yeux le spectacle permanent des émeutes d'Athènes ont un point de vue différent. A n'en pas douter les émeutes sont préparées par des équipes professionnelles. La foule est là pour servir de bouclier et impressionner les chaînes de télévision étrangères. Mais les incendies et les pillages sont le fait de commandos communistes.

**E**n fait, la Grèce ne cesse de revivre périodiquement la guerre civile qui a opposé depuis 1940 les communistes aux nationalistes, les uns et les autres téléguidés par Staline,

Tito, les Anglais, les Américains, l'Eglise orthodoxe. Aujourd'hui le pouvoir est entre les mains de Papandreou III qui préside l'Internationale Socialiste et avait obtenu le soutien du FMI (DSK est son ami). Mais les communistes ne s'en accommodent pas. Ils savent qu'une dégradation de la situation, à la veille d'élections générales, serait le moyen de reprendre le pouvoir. Aleka Papatoufaki, secrétaire général du Parti Communiste grec, se félicite de troubles qui « ont créé une nouvelle scène politique, résultat de la pression exercée par le mouvement populaire des travailleurs, et c'est une petite victoire qui, cependant, peut devenir importante ». Ce sont les communistes qui radicalisent la crise.

## Le MEDEF entonne un air connu

*« Besoin d'aire » : ce document programme fait dans le politiquement correct*

Madame Parisot avait inauguré son mandat à la tête du Medef en signant un ouvrage intitulé « Besoin d'air ». Le thème : les entreprises étouffent sous le poids de la réglementation, des impôts et des charges sociales. Très bien. Voici qu'elle présente aujourd'hui « Besoin d'aire » pour dire que nos entreprises doivent s'ouvrir à la mondialisation grâce à un regain de compétitivité. Très bien, au moins on s'écarte du consommer ou du produire français qui envoûte les candidats.

**M**ais les 23 recommandations contenues dans les 18 pages du livre électronique ([www.besoindaire.com](http://www.besoindaire.com)) peuvent surprendre par leur conformisme et leur pusillanimité. Le Medef voit « les Etats-

Unis d'Europe à portée de la main » et recommande d'« oser le fédéralisme ». S'agit-il d'une aire de total libre-échange ? Point du tout, mais de la mise en place d'un Commissaire aux PME, puis à l'Economie et aux Finances. On voit mal une gouvernance réunissant Papandreou, président de l'Internationale socialiste et Vaclav Klaus, émule de Margaret Thatcher. Toujours sur ce sujet, le Medef veut « finaliser l'harmonisation », alors que le secret de la convergence ne peut être que dans la concurrence institutionnelle.

A la mode encore, le désir de « lutter contre les excès de la finance », un objectif à mener dans le cadre d'un « travail à l'échelle mondiale » et, toujours

dans le vent, une économie « plus verte » (éoliennes ?). S'il faut « faire bouger le marché du travail », ce que le Medef a eu beaucoup de mal à réaliser depuis cinq ans, c'est en améliorant « l'employabilité » des salariés – mais quid du SMIC et de la Sécurité Sociale ?

Si le Medef se sent concerné par la réforme systémique des retraites, il n'a apparemment que peu d'intérêt pour la refonte du droit du travail et le financement des syndicats, pour la progressivité fiscale qui pénalise ceux qui réussissent, pour les privatisations et le logement social. Le Medef appelle de ses vœux une « doctrine économique européenne ». Ce ne sera peut-être pas le libéralisme !

Chronique des idées qui émergent de la campagne et annoncent l'avenir. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.

### **Mutualiser et monétiser les dettes souveraines ♠♠♠**

C'est Pierre Moscovici qui a clairement exprimé cette idée (Les Echos, mercredi 15), alors que les textes du PS et les discours de François Hollande étaient imprécis. L'inquiétude sur la dette grecque devrait mettre en mouvement la solidarité européenne. Le Fonds de Stabilisation Financière devrait avoir les moyens d'étaler cette dette. Il faudrait plutôt mobiliser les possibilités de la BCE en en faisant le prêteur en dernier ressort. Des euro-bons (obligations émises au bénéfice des Etats de l'Euroland) doivent être émis. Tout cela exige la mise en place d'une gouvernance européenne, et François Hollande ne ratifiera pas le futur traité européen si ces exigences ne sont pas satisfaites.

Exemple de recettes pires que le mal, avec l'arsenal keynésien classique. La monétarisation signifie en clair que l'on rembourse les créanciers des Etats, porteurs de la dette souveraine, en émettant autant d'euros qu'il faut, donc en remboursant en monnaie de singe. L'euro devenu monnaie de singe cela signifie l'inflation. Quant au Fonds de stabilisation et aux Euro-bons, c'est ce que l'on appelle de la cavalerie ou du système Madoff : ceux qui ont des dettes se liguent pour emprunter et rembourser.

♥♥♥ *La stabilité monétaire est un impératif absolu. La BCE doit respecter ses statuts, elle n'a pas le droit de refinancer des dettes publiques. Quant au remboursement de la dette, il ne peut se concevoir qu'avec une forte croissance, ce qui suppose un choc systémique violent, avec une libération des économies et une réduction des Etats de nature à avoir des budgets publics excédentaires.*

### **Pour une réforme systémique des retraites ♥♥♥**

Au milieu des 23 recommandations du Medef (« Besoin d'aire ») qui ne présentent qu'un intérêt médiocre, on trouve une perle de grande valeur avec la recommandation numéro 9. C'est la première fois en France qu'une institution ou une personnalité de cette importance dit la vérité sur le futur des retraites par répartition. Voici les six lignes révolutionnaires du texte :

« Les plus de 60 ans seront 10 millions de plus dans les 50 prochaines années. Ils représenteront 1/3 des Français en 2060 contre moins d'1/4 aujourd'hui sachant que l'espérance de vie ne cesse de progresser. Comment, dès lors, garantir à chaque génération l'équité devant la retraite dans un système par répartition où les actifs pourraient être en nombre insuffisant pour financer des retraites toujours plus nombreuses ? » La ligne suivante est également significative : « Notre système de retraites est aussi peu lisible avec 35 régimes de retraites

obligatoires ». Mais envisager un débat sur la réforme systémique en 2030 n'a aucun sens : d'ici là le système par répartition aura explosé.

♥♥♥♥ *Reste à prononcer le mot tabou de « capitalisation » et à expliquer comment on gère la transition de la répartition vers la capitalisation. Le Medef envisage un nouveau recul de l'âge de la retraite, ce qui est une réforme paramétrique, et non systémique. Laurence Parisot n'ignore pourtant pas les travaux de Jacques Garelo et Georges Lane sur la question (Futur des retraites et retraites du futur).*

### **Le salaire super brut ♥**

Dans le même document, le Medef utilise l'expression « salaire super brut », qui ressemble étrangement à ce qu'Axel Arnoux a inventé sous le nom de « salaire complet ». Mais pourquoi se démarquer du vocabulaire libéral ? D'autre part, le Medef continue à distinguer cotisations patronales et salariales et propose de grossir les unes par la TVA sociale et les autres par la CSG, l'analyse est aussi mauvaise que la proposition, reprise semble-t-il par Nicolas Sarkozy.

♥♥♥♥ *L'ensemble des cotisations peut être abaissé de 10 points et nous mettre au niveau des retenues sociales ayant cours en Allemagne si l'on veut mettre fin et à la répartition et au monopole de l'assurance maladie.*

## Frédéric Nietzsche (1844-1900)

**Abattre la culture européenne**

« Les valeurs de l'Occident chrétien » : cette expression, à laquelle nous nous référons volontiers, et qui représente pour nous le cœur de la civilisation, est précisément celle que Nietzsche rejette. Il veut abattre toute la culture héritée de la philosophie grecque et du christianisme. La philosophie s'obstine à explorer la métaphysique, comme s'il existait quelque chose au dessus de l'homme ; la religion et en particulier le christianisme n'ont d'autre but que de culpabiliser et soumettre l'espèce humaine. La démocratie renforce cette obsession de l'égalité, qui veut que tout homme en vaille un autre. L'art et la science ont été figés, et les universités sont les sanctuaires d'une pensée unique. Le modernisme a détruit l'homme. Il faut détruire le modernisme.

**Les forts, les faibles et le nihilisme**

La réalité humaine est toute autre, explique Nietzsche. Elle est dominée par la psychologie, par l'état d'âme qui porte l'homme à aller au-delà de lui-même ou au contraire à accepter une condition inférieure. Il y a les forts, il y a les faibles. Cette opposition se traduit dans la morale, qui veut distinguer le bien et le mal. Le fort ne reconnaît pas le bien et le mal, il avance dans son progrès sans aucune contrainte parce qu'il est maître de son progrès. Le faible est culpabilisé, paralysé par la morale. Apparemment, faibles et forts ont quelque chose en commun : ils cultivent le nihilisme, le refus et la révolte contre tout. Mais le nihilisme des faibles n'est que ressentiment à l'égard des forts ; ils veulent détruire la vie et la société dans lesquelles ils mesurent leur



faiblesse, dont ils pressentent qu'ils n'arriveront jamais à s'en défaire. Au contraire le nihilisme des forts est libérateur : il leur permet de ne pas s'encombrer d'un but préétabli par d'autres, et d'avancer sans s'interroger sur la raison de son avancée ; on ne peut être fort et se demander sans cesse pourquoi. Le nihilisme des faibles est auto-destructeur et mène au pessimisme et à la décadence, le nihilisme des forts est auto-producteur et mène au surhomme.

**Le surhomme exprime sa volonté de puissance**

Voilà bien deux mots et deux concepts qui signent la pensée nietzschéenne. Mais, comme dans toute l'œuvre de Nietzsche, ils relèvent davantage de la poésie que de l'analyse. La volonté de puissance est une dynamique interne à tout être humain, elle est volonté d'être plus. « L'essence la plus intime de l'être est la volonté de puissance ». Elle se forge dans l'adversité, dans la victoire rem-

portée sur toute contrainte. Mais d'où vient-elle ? Elle est imprimée dans l'être humain par la vie elle-même. La vie fait son « éternel retour ». Il ne s'agit pas d'une vocation, de l'appel de quelque chose qui dominerait l'homme et donnerait un sens à sa vie (ontologie). Elle est la vie. Elle est liberté totale de l'homme, mais aussi tension vers la liberté, vers la position de « surhomme ». Ce surhomme, on le comprend, est malheureusement entravé par les structures de la société moderne. Voilà d'ailleurs une raison supplémentaire de condamner la démocratie : elle nivelle les individus, alors qu'une société ne peut survivre que si une élite exerce son pouvoir sur la masse des faibles.

**Le maître à penser du XXème siècle**

Le XXème siècle sera marqué par les guerres mondiales et les dictatures. Nietzsche lui a offert une pensée bien adaptée. Dans les faits, Nietzsche s'est conjugué avec Marx, notamment dans la doctrine nazie, socialiste comme Marx le prônait (la lutte des classes et la destruction du capitalisme) mais élitiste et sans borne comme Nietzsche le souhaitait. Hitler, Lénine et Staline ont pu se rencontrer. Nietzsche c'est l'apologie de la force, mais pire encore de la force aveugle.

Parallèlement, Nietzsche a imprégné la pensée philosophique à travers différents courants. Heidegger sans doute, mais aussi Derrida, Foucault, Sartre. L'essentialisme, l'existentialisme et le postmodernisme lui doivent beaucoup. On peut craindre que ce début de XXIème siècle remette Nietzsche à la mode. Certains n'y voient-ils pas la réponse au fanatisme religieux ?



## Yvan Stefanovitch

### Les profiteurs du développement durable

L'heure est au développement durable. Solaire, éolien, énergies fossiles, tout est bon pour gaspiller l'argent des contribuables.

Célèbre et rigoureux journaliste d'investigation, Yvan Stéfanovitch a enquêté sur les abus et les gaspillages du développement durable. C'est le « casino de l'écologie », la planète de l'argent public.

En profitant du Grenelle I et II, les grands groupes opérant dans le secteur de l'énergie en France se sont lancés dans les investissements écologiques. EDF (propriété de l'Etat à 84,7 %), a été la première entreprise à profiter du créneau. Une de ses filiales, EDF-Energies nouvelles, est le principal demandeur de raccordement des installations photovoltaïques au réseau EDF. Une fois autorisés, ceux-ci donnent droit à un tarif de rachat de l'électricité solaire par EDF de 3 à 19 fois supérieur au coût de revient de l'électricité nucléaire. La belle affaire ! « Le premier opérateur de centrales nucléaires est ainsi le premier bénéficiaire des retombées financières des énergies renouvelables en France ».

Trois ans après les deux Grenelle et les milliards dépensés, quel est le bilan ? Il nous était promis une avalanche d'emplois verts. Résultat : 26 000 emplois verts, 10 fois moins qu'en Allemagne. Faut-il s'en lamenter ? Une étude de l'IREF a montré qu'un emploi vert détruit presque trois emplois ailleurs ! Le photovoltaïque, l'éolien terrestre ou offshore, les centrales à filière bois dites de cogénération, la méthanisation agricole et celle des ordures ménagères, la voiture électrique et les biocarburants sont entre les mains de quelques grandes entreprises, ou ont été délocalisées à l'étranger. Chinois, Allemands et Néerlandais ont déjà montré leur savoir-faire.

Et que dire du débat sur le gaz de schiste, qui a tourné court en France ? Les politiques n'ont même pas accepté de poursuivre les prospections. Du coup, le groupe Total est parti investir ailleurs. Il vient d'annoncer 2,3 Milliards de dollars d'investissements dans la société Chesapeake Energy Corp. qui s'apprête à lancer des forages dans l'Ohio. Environ 25 000 créations d'emplois sont prévues.

L'énergie « verte » est aussi un jackpot fiscal. Les habitants des DOM font financer leurs installations photovoltaïques par les contribuables métropolitains qui récupèrent au passage une partie de leurs impôts (plus de 230 millions d'euros soit 32 % des demandes de défiscalisation dans les DOM en 2010 contre 9.5 % en 2006). D'ailleurs le photovoltaïque ne connaît nulle part une aussi forte croissance qu'en France : 600 % d'augmentation en deux ans et 1 200 % d'augmentation dans les départements d'outre-mer !

L'écologie, le développement durable, les énergies renouvelables : derrière les bonnes intentions et les mauvais mensonges se cachent d'énormes rentes publiques et privées. Le mérite de cette enquête est de les dévoiler, au moins en partie.

*Les profiteurs du développement durable, Presses de la Cité, 2011.*



### Les conférences d'Euro 92 : prêts pour le libéralisme

Judi 23 Février 2012

de 19 heures à 21 heures 30

à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'université, 75007 Paris

### Le peuple le plus spirituel du monde aurait-il perdu tout esprit ?

A la veille des élections : trois esprits éminents vont donner leur diagnostic sur la société française. Tous trois viennent de publier des ouvrages décapants :

**Jean Bothorel**, *Requiem France : 30 ans de lâcheté*

**Philippe Nemo**, *La glorieuse décadence par le socialisme*

**Yvan Rioufol**, *Déclin de la réactionnaire*

Cette réunion sera modérée par le Professeur **Jean Philippe** et l'Avocat à la Cour de Paris **Alain Madelin**, administrateur de l'ALFES.

Rappelons que Euro 92 est présidé par **Jacques Cohen**, est soutenu par **Alain Madelin**.

Inscrivez-vous avant le mardi, sur : [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr)



L'hebdomadaire Le Point a osé publier sur son site [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr) le texte intégral du rapport Peruchot sur le financement des syndicats. Rappelons que ce texte a été bloqué par le gouvernement et que le Président de l'Assemblée Bernard Accoyer avait promis 15.000 euros d'amende et un an de prison à ceux qui le diffuseraient. Grâce au Point la censure est vaincue. **Lisez et faites circuler !**